

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 13/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Société CENTRALE EOLIENNES DE CERNON**

14 rue du Sous Marin Venus  
56100 Lorient

Références : D2e 2026 313  
Code AIOT : 0005704319

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement Société CENTRALE EOLIENNES DE CERNON implanté Parc éolien de Cernon 3 51240 Cernon. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « Mesures ERC sur les parcs éoliens » qui consiste en la vérification de la bonne application des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) prescrites dans les actes administratifs pour les parcs éoliens.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société CENTRALE EOLIENNES DE CERNON
- Parc éolien de Cernon 3 51240 Cernon

- Code AIOT : 0005704319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Cernon 3 est composé de 3 éoliennes, numérotées E3 à E5, de 2,5MW de puissance unitaire et de 125m en bout de pale.

Ce parc éolien, mis en service en septembre 2008, bénéficie d'une antériorité.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des Installations Classées constate que le parc éolien Quatre Vallées 3 respecte l'ensemble des points contrôlés dans le cadre de la visite d'inspection et n'a pas constaté de non-conformités concernant la bonne application des mesures ERC.

Par échantillonnage, l'inspection s'est rendue sur site, dans l'éolienne E3.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

Des suivis environnementaux se sont déroulés sur le parc en 2015 (en commun avec le parc de Cernon 2) et en 2017 (en commun avec le parc de Cernon 4) et présentent quelques mortalités chiroptères et avifaunes. Les suivis environnementaux de 2020 et 2021 sont conformes au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les résultats de ce dernier suivi montrent 5 mortalités avifaune, aucune mortalité chiroptères, et, d'après le bureau d'étude, une forte activité des chiroptères. Il recommande par ailleurs la mise en place d'un bridage à partir du 1<sup>er</sup> mai et propose plusieurs variantes.

En raison de l'absence de mortalité sur les parcs de Cernon 2 et 3, ENGIE green a souhaité mettre en place un bridage chiroptères uniquement sur Cernon 4-5. En parallèle, des procédures de découvertes de cadavres sont mises en place par l'exploitant et toutes les personnes intervenants sur le site sont sensibilisées à ces événements. Depuis 2021, aucune remontée d'informations de mortalités de chiroptères n'a eu lieu.

L'exploitant indique qu'un suivi environnemental a débuté sur le parc pour l'année 2026.

Les plateformes sont entretenues et fauchées 3 à 4 fois par an selon l'exploitant. Par échantillonnage, l'inspection s'est rendue sur la plateforme de l'éolienne E3 et a constaté que celle-ci était effectivement dés herbée.

Dans le cadre de l'étude d'impact, des mesures d'accompagnements ont été proposées par l'exploitant : il s'agit de la plantation d'un linéaire de 330m de haie champêtre ainsi que deux parcelles en jachères. Un document de synthèse reprenant les cahiers des charges, les suivis, les plans et le bilan financier a été transmis à l'Inspection en amont de la visite. Depuis 2016, l'exploitant contractualise avec la Fédération Départementale des Chasseurs de la Marne pour la mise en place, le maintien, l'entretien et le suivi de ces mesures. Les contrats entre Engie et la Fédération de chasse ainsi qu'avec l'exploitant agricole ont été transmis à l'Inspection ; ceux-ci sont renouvelés jusqu'en 2036.

L'Inspection s'est rendue à l'emplacement des trois mesures et a pu constater le respect du cahier des charges, que ce soit pour la haie ou les parcelles en jachères.

L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Autre, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.

suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]

**Constats :**

Les données des suivis environnementaux ont été déposées sur la plateforme DEPOBIO le 09 juin 2022. Le certificat de dépôt ainsi que le suivi environnemental ont été transmis à l'Inspection en amont de la visite.

L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite